



Bulletin FrancoPaix

Vol. 4, no 5 | Mai 2019

Élections en République Démocratique du Congo : victoire(s) politique(s), défaite démocratique, alternance symbolique ?

Par Sidney Leclercq

Résumé exécutif

- Largement célébrée comme la première alternance pacifique du pouvoir depuis l'indépendance du pays en 1960, l'élection 'surprise' du nouveau président issu de l'opposition historique reflète cependant un processus et un résultat électoral bien plus complexes.
- Les élections ont consacré une double victoire politique : pour le candidat de l'opposition Félix Tshisekedi qui devient président et, paradoxalement, pour son prédécesseur dont la coalition remporte une victoire écrasante aux élections législatives nationales et provinciales. Par conséquent, si Joseph Kabila n'est plus à la tête du pays, il semble encore largement en détenir le pouvoir.
- La dissonance de cette double victoire ainsi que les fuites provenant de la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI) et de la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO) remettent en cause la véracité des résultats officiels. Ceux-ci seraient en fait le fruit d'un arrangement politique entre les deux coalitions.
- Cette continuité dans l'alternance est largement le produit d'une série de techniques de subversion démocratique par l'ex-Président Kabila. Celles-ci consistent à s'approprier les codes, institutions et mécanismes de la démocratie libérale dans le but paradoxal de l'affaiblir.
- Le processus électoral (et sa préparation) démontre à la fois l'habileté de Joseph Kabila à reconfigurer des pratiques autoritaires à travers des règles d'apparence démocratique mais aussi sa résilience pour s'adapter à l'évolution de contraintes et pressions aussi bien internes qu'externes.
- En dépit de la manipulation électorale évidente, les résultats officiels ont finalement été acceptés par la communauté internationale. Celle-ci, craignant pour la stabilité du pays et n'ayant de toute façon que peu d'espoir quant à un succès du processus électoral, s'est largement résignée face au compromis imposé par les camps Tshisekedi et Kabila.



« Par un mélange d'arrangements politiques, de manipulations électorales et de subversion démocratique, l'ancien président et son entourage semblent avoir ainsi réussi à produire une configuration politique inédite permettant à la fois de conserver le contrôle des institutions de l'État – et sa rente politico-économique – tout en offrant une alternance présidentielle dont la marge de manœuvre dans l'exercice du pouvoir paraît largement symbolique ».

Le 24 janvier 2019, Félix Tshisekedi a prêté serment et est devenu le cinquième président de la République Démocratique du Congo. Il succède ainsi à Joseph Kasa-Vubu (1960-1965), Joseph-Désiré Mobutu (1965-1997), Laurent-Désiré Kabila (1997-2001) et Joseph Kabila (2001-2019). Ce dernier, nommé après l'assassinat de son père, a exercé le pouvoir pendant une période d'intérim (2001-2003), de transition (2003-2006) puis durant deux mandats électoraux de cinq ans – le maximum selon la Constitution congolaise, dont le dernier a été prolongé de deux ans jusqu'à l'organisation des élections générales du 30 décembre 2018, soit 18 années au pouvoir. Largement célébrée comme la première alternance pacifique du pouvoir depuis l'indépendance, l'élection 'surprise' du nouveau président issu de l'opposition historique reflète cependant un processus et un résultat électoral bien plus complexes. De nombreux éléments suggèrent en effet que si Joseph Kabila n'est plus à la tête du pays, il en détient encore largement le pouvoir.

Par un mélange d'arrangements politiques, de manipulations électorales et de subversion démocratique, l'ancien président et son entourage semblent avoir ainsi réussi à produire une configuration politique inédite permettant à la fois de conserver le contrôle des institutions de l'État – et sa rente politico-économique – tout en offrant une al-

ternance présidentielle dont la marge de manœuvre dans l'exercice du pouvoir paraît largement symbolique. Dès lors et en dépit de l'apparence de changement, ces élections ne produiraient qu'une forme de continuité et ne seraient qu'une reconfiguration d'un même pouvoir. La nature et les conséquences de ce processus électoral – et la reconnaissance internationale dont il a fait l'objet – posent ainsi plusieurs questions, à la fois sur la viabilité à moyen et long terme d'une cohabitation de fait entre la plateforme électorale du président et celle de son prédécesseur, et sur le message envoyé aux Congolais quant à leurs aspirations démocratiques et les moyens d'accéder au pouvoir politique en R.D. Congo.

Une élection historique et une double victoire politique

Espérées puis reportées plusieurs fois, les élections générales congolaises ont finalement été tenues le 30 décembre 2018, deux ans après la fin du mandat officiel du Président Kabila. Trois scrutins ont été organisés : l'élection présidentielle (à un tour) et les élections législatives nationales et provinciales. Les députés provinciaux élus ont à leur tour désigné les sénateurs et gouverneurs des provinces lors d'élections organisées les 14 mars et 10 avril 2019. Justifié

par des menaces sécuritaires ou sanitaires (liées au virus Ebola), la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI) a reporté la tenue des scrutins dans trois villes importantes du pays : Béné, Butembo et Yumbi. Dans ces villes, les élections se sont finalement déroulées le 31 mars 2019, à l'exception du scrutin présidentiel qui a été simplement supprimé. À ce jour donc, l'ensemble des résultats de ces élections générales sont connus, sauf ceux de quatre gouvernorats dont l'élection a été reportée au 30 mai prochain (provinces du Nord-Kivu, de Mai-Ndombe, du Sud-Ubangi et du Sankuru).

Pour le scrutin présidentiel, Joseph Kabila (inéligible du fait de la limite constitutionnelle de deux mandats consécutifs) et sa majorité présidentielle avaient désigné Emmanuel Ramazani Shadary, ancien Ministre de l'Intérieur et de la Sécurité, pour représenter le Front Commun pour le Congo (FCC), la coalition des partis de la majorité présidentielle. Face à lui, l'opposition congolaise a tenté de s'unir et proposer un candidat unique. Après d'intenses négociations à Genève, c'est Martin Fayulu, président d'un petit parti d'opposition (Engagement pour la citoyenneté et le développement – ECiDé) qui fut désigné comme candidat unique de l'opposition. Moins connu et populaire, il était le dénominateur commun permettant aux grandes figures de l'opposition comme Moïse Katumbi, Jean-Pierre Bemba (tous deux empêchés de se présenter), Félix Tshisekedi ou Vital Kamerhe de s'accorder collectivement tout en s'assurant qu'il ne puisse s'émanciper de leur soutien ultérieurement. Cet accord n'aura cependant duré que 24 heures, la base de l'Union pour la Démocratie et le Progrès Social (UDPS) de Félix Tshisekedi n'acceptant pas que le parti soit représenté par un autre candidat. Le fils de l'opposant historique Étienne Tshisekedi, décédé en février 2017, décida alors de se présenter sous une autre plateforme d'opposition, Cap pour le Changement (Cach), avec un autre parti, l'Union pour la Nation Congolaise (UNC) de Vital Kamerhe (devenu aujourd'hui Directeur de cabinet du président). Pour sa part, Martin Fayulu décida de se maintenir comme candidat du reste des partis représentés à Genève, sous la bannière de la coalition Lamuka. C'est donc principalement autour de ce triangle FCC (Shadary), Cach (Tshisekedi) et Lamuka (Fayulu) que les élections générales se sont disputées.

En dépit d'obstacles pré-électorales et d'irrégularités, de violences ou de restrictions du droit de vote le jour du scrutin¹, les Congolais se sont largement déplacés pour voter (taux de participation de 47,56 %). Le glissement du calendrier électoral et la perspective d'un changement post-Kabila ont contribué à la ferveur électorale congolaise malgré la méfiance généralisée autour du processus. Des files

d'attentes se sont même formées dans certaines villes où l'élection avait été reportée, beaucoup souhaitant exprimer leur vote, même symboliquement. Annoncés par la CENI le 10 janvier puis validés par la Cour constitutionnelle 10 jours plus tard, les résultats consacrent une double victoire politique. Victoire historique pour le candidat de l'opposition, Félix Tshisekedi, qui devient président de la République avec 38 % des voix contre 34 % pour Martin Fayulu et seulement 23 % pour le candidat du FCC, Emmanuel Shadary. Victoire aussi, paradoxalement, pour le FCC qui remporte une grande majorité des sièges à la fois au niveau national et provincial. En effet, la coalition de Joseph Kabila a obtenu 341 sièges sur les 500 de l'Assemblée nationale, contre 104 pour la coalition portée par Martin Fayulu et seulement 47 pour la coalition du président élu². Ces résultats ont logiquement permis au FCC de prendre le contrôle de l'Assemblée nationale, du Sénat, des assemblées provinciales ainsi que des gouvernorats provinciaux dont 18 sur les 22 déjà élus reviennent à des personnalités du FCC – contre un seul pour Cach et un seul pour Lamuka. Mise à part la Présidence, c'est donc un raz-de-marée électoral pour les partisans de Joseph Kabila.

Une défaite démocratique : le vote otage des arrangements politiques

Cette double victoire est néanmoins surprenante à plusieurs égards. D'abord, elle suggère qu'une grande partie de la population ait voté (le même jour) pour une coalition différente au scrutin présidentiel et au scrutin législatif. En effet si la coalition de Tshisekedi a obtenu 38 % des voix à l'élection présidentielle, elle n'a obtenu que 9 % des sièges au Parlement national tandis que le FCC a obtenu 68 % des mêmes sièges pour seulement 23 % des voix à l'élection présidentielle. L'ampleur de la différence entre les deux votes engendre certaines interrogations quant à la véracité des résultats annoncés.

Ensuite car les résultats de l'élection présidentielle publiés par la CENI contredisent à la fois les données obtenues par les 40.000 observateurs de la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO) portant sur 43 % des votes mais aussi celles issues d'une fuite de la base de données de la CENI portant sur 83 % de ceux-ci. Ces deux sources révèlent que le gagnant serait en fait Martin Fayulu, avec 59 % des voix selon les données de la CENCO et 62 % selon celles fuites de la CENI. Félix Tshisekedi n'aurait lui obtenu qu'entre 15 % (CENCO) et 19 % des voix (CENI) et Emmanuel Shadary environ 18 %. La corrélation quasi-parfaite entre les résultats issus de ces deux sources ainsi que l'analyse de leurs données respectives par des experts indépendants laissent

peu de doute quant à une véritable victoire de Tshisekedi par les urnes et par là, quant à l'exactitude de l'ensemble des résultats annoncés par la CENI³.

Enfin, la CENI n'a (pour l'instant) publié aucun résultat détaillé des élections, en contradiction avec son obligation légale. Alors que la commission électorale aurait pu facilement lever tout soupçon en publiant les résultats par bureau de vote et centre de compilation, elle s'est limitée à l'annonce des voix obtenues par les trois principaux candidats à l'élection présidentielle et les noms des députés élus. Aucune vérification indépendante n'est possible sur cette base, ce qui accentue encore la suspicion autour de l'authenticité des résultats publiés. Par ailleurs, l'exclusion de Béni, Butembo et Yumbi du vote à l'élection présidentielle renforce encore le doute sur la réelle volonté de la CENI d'assurer que le vainqueur soit celui issu du vote populaire. En effet, le vote dans ces circonscriptions aurait pu modifier l'ordre des vainqueurs, la différence (officielle) du nombre de voix entre Tshisekedi et Fayulu n'étant que d'environ 680.000 alors que le nombre d'électeurs potentiels y était de près du double.

Si les résultats annoncés ne correspondent pas à la réalité des urnes, de quoi sont-ils le fruit ? Confirmée à demi-mot par le président lui-même, l'explication de cette dissonance semble se trouver dans un accord trouvé entre les camps de Kabila et du tandem Tshisekedi/Kamerhe. Cet accord pour une 'transition pacifique' et une gestion commune du pays à travers une coalition gouvernementale serait donc la conclusion de tractations autour de deux éléments clés : le transfert de la Présidence au-delà du cercle Kabila et les garanties pouvant être apportées à celui-ci pour ne pas s'y opposer. Autrement dit, le processus électoral n'aurait été que la façade derrière laquelle la gestion du pays se négociait par arrangements politiques et hors de tout contrôle démocratique, avec pour conséquence la 'construction' de résultats électoraux en fonction du compromis trouvé. En ce sens, le processus électoral congolais constitue une défaite démocratique, le choix des urnes n'ayant pas été respecté⁴. Cette défaite semble ainsi être le prix de l'accès au pouvoir pour les uns et celui du maintien au pouvoir pour les autres.

Perdre un peu pour ne pas tout perdre : un 'modèle' de subversion démocratique

Inédite, la configuration politique post-électorale cimente

une continuité du pouvoir de Kabila dans l'alternance présidentielle avec Tshisekedi. Le titre du communiqué de presse du camp de l'ex-Président Kabila au lendemain des élections synthétise ainsi parfaitement le processus électoral et l'évolution des rapports de force lui résultant : « Tout est bien qui finit bien ! »⁵. Si le compromis avec Tshisekedi éclaire sur les causes ultimes de cette continuité dans l'alternance, comment en comprendre la mécanique, les modalités pratiques qui ont permis ce tour de passe-passe électoral ? Au-delà de pratiques autoritaires 'classiques' – répression des manifestations, intimidations notamment⁶ – et de l'argument politico-sécuritaire du 'chaos ou moi', une partie de la réponse se trouve dans la capacité de Joseph Kabila et de son entourage à s'approprier les codes, les principes, les institutions et les processus de la démocratie libérale avec d'autres objectifs que ceux qui leur sont normalement assignés. Autrement dit, à la subvertir. C'est donc bien au travers autant que contre l'ingénierie démocratique que Kabila a réussi à consolider et transformer son pouvoir sur et dans les institutions du pays. Ces dynamiques subversives ne sont ni récentes ni exclusives à la seule R.D. Congo⁷ mais

leur ampleur est telle que le processus électoral congolais – y compris sa 'préparation' et le 'glissement' de son calendrier – aurait pu constituer un chapitre illustratif de l'ouvrage récent de Nic Cheeseman et Brian Klaas, *How To Rig An Election*⁸ ('Comment truquer une élection'), tant il a fait l'objet d'une combinai-

son multiple et complexe de tactiques pour subvertir les outils de la démocratie dans le but paradoxal de l'affaiblir. On peut citer, de façon non-exhaustive, les techniques suivantes :

1) La mobilisation de modalités techniques de la démocratie comme justification de pratiques qui seraient sinon considérées comme autoritaires. Par exemple, le report des élections était justifié par la nécessité de s'assurer que les conditions 'techniques' soient réunies pour les organiser, qu'il s'agisse de l'enregistrement des électeurs ou des conditions pratiques – notamment sécuritaires – de l'organisation. Comme le Président Kabila l'a lui-même exprimé, « nous avons décidé de repousser les élections pour éviter d'exclure un très grand nombre de gens, pour la plupart de jeunes électeurs »⁹. Cette 'politique des préparations techniques'¹⁰ a permis de tirer la corde temporelle tout en limitant les critiques internationales. Il était en effet difficile pour la communauté internationale d'appeler à des élections qui ne respecteraient pas les standards internationaux.

« L'ensemble de ces techniques démontre à la fois l'habileté de Joseph Kabila à reconfigurer des pratiques autoritaires à travers des règles d'apparence démocratique mais aussi sa résilience pour s'adapter à l'évolution de contraintes et pressions aussi bien internes qu'externes ».

2) Le détournement de réformes institutionnelles pour renforcer le contrôle politique du pays pendant la période pré-électorale, par exemple au travers de celle sur la décentralisation. Considérée comme essentielle pour une gouvernance efficace et démocratique du pays, cette réforme n'a constitué une priorité du gouvernement qu'en 2015, lorsque la perspective électorale approchait. Elle fût alors passée et promulguée en procédure d'urgence, provoquant le redécoupage du territoire de 11 aux 26 provinces connues aujourd'hui. Plus que dans le fond de la réforme, c'est dans ce qu'elle a produit comme conséquences que l'on y retrouve les dynamiques subversives. En effet, celle-ci a induit la démission des gouverneurs des provinces démantelés, affaiblissant ainsi certains opposants politiques potentiellement candidats à l'élection présidentielle (comme Moïse Katumbi) et la prise de contrôle *in fine* de 20 des 26 gouvernorats provinciaux, notamment grâce à l'invalidation de nombreuses candidatures de l'opposition¹¹.

3) L'instrumentalisation des instances judiciaires du pays. L'ingérence par la corruption, la cooptation ou la coercition dans le travail des cours et tribunaux ont grandement contribué à affaiblir l'opposition congolaise et à 'légaliser' les volontés du Président Kabila. Que cela soit par sa décision de mai 2016 d'autoriser le président à rester au pouvoir tant que le suivant ne puisse être élu ou la validation des élections en janvier 2019 en dépit des doutes sur leur véracité, l'instrumentalisation de la Cour constitutionnelle a par exemple été cruciale dans l'exercice de légitimation de ce maintien au pouvoir. Et ce en vertu du principe de l'« État de droit » dont le régime réclame sans cesse son respect : « les juges ne travaillent pas pour Kabila ou sa majorité, (...) ils travaillent pour l'intérêt de tous »¹².

4) L'appropriation du code démocratique de l'alternance politique. L'entourage de Joseph Kabila a réussi à transformer la contrainte initiale que représentait l'alternance en outil de légitimation du dispositif politique négocié avec le camp Tshisekedi/Kamerhe. En effet, au regard de l'ampleur de la manipulation nécessaire – et du risque d'explosion populaire – qu'aurait impliquée l'imposition d'une victoire du candidat du FCC, l'entourage du président s'est vu contraint de céder la Présidence. Néanmoins, cette concession s'est muée en étendard politique et médiatique visant à légitimer et à faire accepter les résultats annoncés par la CENI. La construction d'un récit autour de 'la première transition pacifique du pouvoir depuis l'indépendance' a ainsi largement éclipsé les doutes entourant le processus électoral. Ainsi, et en brisant la barrière psychologique de l'alternance, les camps Kabila et Tshisekedi ont réussi à voiler la nuance entre une alternance politique, symbolique et démocratique.

5) La mobilisation de l'argument de la souveraineté. Légitime à bien des égards, l'organisation sur fonds propres et sans observateurs internationaux des élections a, cependant, été largement subvertie. S'il est indéniable qu'une organisation autonome d'un processus électoral est un pas symbolique important, l'objectif intermédiaire poursuivi ne semble pas tant avoir été l'émancipation démocratique du pays que son isolement des regards extérieurs pour mieux en contrôler ses paramètres et résultats¹³.

L'ensemble de ces techniques démontre à la fois l'habileté de Joseph Kabila à reconfigurer des pratiques autoritaires à travers des règles d'apparence démocratique mais aussi sa résilience pour s'adapter à l'évolution de contraintes et pressions aussi bien internes qu'externes. Si l'objectif final est resté celui de se maintenir au pouvoir, l'ancien président a dû ajuster les chemins à emprunter pour y parvenir. La pression populaire et diplomatique ont ainsi fait évoluer la nature de cette préservation du pouvoir. D'un troisième mandat, le camp Kabila a progressivement basculé vers un glissement *sine die* du calendrier électoral, un accord de transition politique avec l'opposition et l'élaboration d'un nouveau calendrier électoral (i.e. accord de la Saint-Sylvestre), la nomination et victoire programmée du dauphin Shadary et, enfin, l'abandon de la Présidence.

La communauté internationale entre anticipation de l'échec et satisfaction résignée

En apparence inacceptable d'un point de vue démocratique, le 'compromis' proposé par les camps Kabila-Tshisekedi a cependant été accepté par la communauté internationale, notamment africaine et occidentale. Tous connaissent, voire reconnaissent, la manipulation électorale et certaines voix se sont même élevées pour demander le respect de la 'vérité des urnes' entre le moment de l'élection et celui de la validation des résultats par la Cour constitutionnelle¹⁴. C'est le cas par exemple de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) qui avait appelé à un recomptage des voix ou de l'Union africaine qui avait demandé la suspension de l'annonce des résultats et l'envoi d'une délégation à Kinshasa. Néanmoins et après plusieurs revirements, peu, voire aucun membre de cette communauté internationale, ne reconnaît aujourd'hui d'autres résultats que ceux annoncés par la CENI. Par exemple, si le gouvernement américain a sanctionné une série de personnes liées au processus électoral, notamment pour avoir entravé le processus démocratique et ne pas avoir réussi à faire en sorte que le « vote reflète la volonté du peuple congolais »¹⁵, le pays reconnaît néanmoins le Président Tshisekedi, qui a effectué une visite d'État aux États-Unis début avril.

Les revirements et l'ambiguïté de la communauté régionale et internationale occidentale autour du processus électoral est largement le produit d'une peur de l'instabilité et des violences potentielles qui résulteraient d'un positionnement alternatif. De plus, largement dubitative sur la possibilité d'un succès du processus électoral, cette communauté internationale – comme la plupart des commentateurs et experts – n'avait que peu d'espoir qu'un autre candidat que celui choisi par Kabila puisse être élu. Cette anticipation de l'échec a facilité l'acceptation d'une alternance qui, si elle n'est pas démocratique, a le mérite d'en avoir les apparences et de s'être déroulée sans explosion de violence. En filigrane de cette acceptation se dessine également une forme de résignation (paternaliste) vis-à-vis de la R.D. Congo : ce n'est peut-être pas une vraie alternance démocratique mais *ce n'est déjà pas si mal*. Comme l'a exprimé le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, « L'élection s'est achevée finalement par une espèce de compromis à l'africaine (...). M. Tshisekedi est devenu président dans une configuration très particulière et propre à la République [Démocratique] du Congo »¹⁶. Ce propos – et la forme de condescendance qu'il laisse transparaître – contribue aussi à un afro-pessimisme essentialisant ce qui serait une incapacité continentale à produire un résultat électoral démocratique.

Conclusion : entre inconnues, incertitudes et (dé-)démocratisation de l'accès au pouvoir

Après plus de cent jours d'après négociations, le nouveau président a enfin réussi à nommer son Premier ministre (PM), Sylvestre Ilunga Ilunkamba, le 20 mai dernier. Directeur général de la Société nationale des chemins de fer du Congo (SNCC) depuis 2014 et professeur d'économie à l'Université de Kinshasa, ce membre du parti de Kabila âgé de 73 ans (plusieurs fois ministre sous Mobutu) s'est trouvé être le (seul) dénominateur commun faisant consensus entre le nouveau président et son prédécesseur. Ce choix qui, selon la Constitution, devait se faire au sein de l'hyper-majorité parlementaire du FCC démontre ainsi à la fois la persistance du pouvoir de Joseph Kabila à qui le nouveau PM doit largement sa carrière mais aussi une certaine marge de manœuvre pour Félix Tshisekedi qui a réussi à bloquer d'autres profils plus proches de l'ancien président. Félix Tshisekedi reste cependant largement otage de sa propre présidence, le rapport de force institutionnel lui étant plus que défavorable. Sa tournee des chancelleries pour asseoir sa légitimité externe ne saurait effacer ce déséquilibre des forces internes auquel s'ajoute un mécontentement croissant au sein de la base de son propre parti, l'UDPS, qui réalise aujourd'hui la grande vacuité de la coquille présiden-

tielle offerte par Kabila. Celle-ci ne lui permet pour l'instant de ne gouverner que par 'gestes' dans l'espoir d'accroître sa popularité et sa légitimité, et augmenter ainsi le coût de sa destitution.

Plusieurs grandes inconnues demeurent néanmoins. D'abord, sur l'issue des négociations d'une équipe gouvernementale et la répartition (et nature) des postes entre les coalitions FCC et Cach. Ensuite, sur la capacité réelle du nouveau président à proposer un véritable programme politique, économique et social et sur la durabilité de l'accord entre les camps Kabila et Tshisekedi. Enfin, l'incertitude subsiste encore sur le rôle formel qu'exercera l'ancien Président Kabila et notamment s'il deviendra président du Sénat. Bien que peu probable – notamment en raison de luttas de pouvoir internes au FCC, si tel devait être le cas, il serait alors le deuxième personnage de l'État et redeviendrait président si Félix Tshisekedi était déchu ou dans l'incapacité de gouverner. Il pourrait également considérer ce quinquennat comme une période intérimaire en vue de sa candidature et réélection en 2023.

En filigrane de ces incertitudes réside aussi l'ampleur des 'dividendes' de cette nouvelle configuration politique. Non négligeable, l'alternance à la tête de l'État et les gestes du nouveau président dans sa quête de légitimité – par exemple autorisation et encadrement pacifique de manifestations, libération de prisonniers politiques, remplacement à la tête de l'Agence nationale des renseignements, annulation de la condamnation de l'opposant Moïse Katumbi – ont permis une détente politique, aussi bien au niveau national qu'international. Washington, Paris ou Bruxelles ont par exemple annoncé la reprise, voire le renforcement, de leur coopération au développement et/ou de leur coopération militaire. L'entre-deux de cette alliance concurrentielle à la tête de l'État pourrait ainsi produire, à moyen terme et si elle se matérialise pour la population, une amélioration de la situation en République Démocratique du Congo. Le défi pour Félix Tshisekedi sera donc bien de concrétiser une alternative au-delà de l'alternance et de naviguer entre *dépendance* à l'ex-Président et *émancipation* vis-à-vis de celui-ci.

Enfin, et au-delà de ces équilibres politiques fragiles, le processus électoral congolais suscite plusieurs interrogations quant aux conséquences des messages véhiculés par celui-ci. D'abord, sur le risque d'émulation par d'autres chefs d'État des mêmes tactiques pour se maintenir au pouvoir. En ayant réussi ce tour de passe-passe électoral, Joseph Kabila pourrait servir de modèle d'alternance fictive pour des chefs d'État faisant face à la même limite constitutionnelle

des deux mandats. Ensuite, sur la crédibilité de la communauté internationale (occidentale) comme actrice-promotrice de la démocratie. En validant le produit d'un arrangement politique non-démocratique, elle a coproduit la mécanique de subversion démocratique et la continuité d'une capture de l'État par son élite au pouvoir. Par ailleurs, elle renforce encore la perception d'une variabilité géométrique de sa diplomatie démocratique. Enfin et surtout, le processus électoral congolais a affaibli la démocratie congolaise elle-même en sapant les aspirations dont elle a fait l'objet. Le vol de ces aspirations ne fait que renforcer les alternatives à l'acquisition démocratique du pouvoir et *in fine* les risques d'instabilité qui, paradoxalement, l'ont fait accepter.

Sidney Leclercq est chercheur post-doctoral au centre de Recherche et études en politique internationale (REPI) à l'Université libre de Bruxelles et chercheur invité au Centre d'études et de recherches internationales (CERIUM) à l'Université de Montréal.

¹ Voir, entre autres : Human Rights Watch, 2019. RD Congo: Les élections ont été entachées de violences et de restrictions du droit de vote. 5 janvier. URL : <https://bit.ly/2C2osKh>

² Nous avons intégré les résultats des élections législatives des circonscriptions où le vote a été reporté au mois de mars 2019.

³ Pour une analyse des fuites et résultats, voir entre autres : Jason Stearns, 2019. Who really won the Congolese elections? 16 Janvier. URL: <https://bit.ly/2RPIJOp>

⁴ Mo Ibrahim et Alan Doss, 2019. Congo's election: a defeat for democracy, a disaster for the people. 9 février. URL : <https://bit.ly/2IFe53M>

⁵ André Alain Atundu-Liongo, 2019. Communiqué de la majorité présidentielle « M.P. ». 12 janvier. URL : <https://bit.ly/2VcMEoP>

⁶ Human Rights Watch, 2019. *Ibid.*

⁷ Voir, entre autres : Sidney Leclercq, 2018. Between the Letter and the Spirit: International Statebuilding Subversion Tactics in Burundi. *Journal of Intervention and Statebuilding* 12(2): 159-184.

⁸ Nic Cheeseman et Brian Klaas, 2018. *How To Rig An Election*. New Haven: Yale University Press.

⁹ Le Monde, 2016. Joseph Kabila annonce le report de l'élection présidentielle congolaise. 5 octobre. URL : <https://lemde.fr/2ECDQQb>

¹⁰ International Crisis Group, 2015. Congo: Is Democratic Change Possible? *Africa Report* n°225. 5 Mai, p.18. URL : <https://bit.ly/2IuLf75>

¹¹ Michel Luntumbue. 2016. RDC : les enjeux du redécoupage territorial - Décentralisation, équilibres des pouvoirs, calculs électoraux et risques sécuritaires. *Les rapports du GRIP* 2016/10. URL : <https://bit.ly/2VV1ops>

¹² Andre-Alain Atundu, cité dans William Clowes, 2018. Court Shakeup Fuels Fears Congo's Leader Plans Another Term. 20 mai. URL : <https://bloom.bg/2GDabDV>

¹³ Voir : Calvin Njall Soiresse, 2019. Élections en RDC : Tshisekedi, Kabila et l'arithmétique du pouvoir. *Politique*. 24 janvier. URL : <https://bit.ly/2viLKIB>

¹⁴ Voir, entre autre : Sonia Rolley, 2019. Elections en RDC: où se trouve la vérité des urnes ? 15 janvier. URL : <https://bit.ly/2GvtceF>

¹⁵ Fred Oluoch, 2019. US sanctions Congo's top poll officials over graft. 22 mars. URL : <https://bit.ly/2FtecgW>

¹⁶ Entretien sur la radio France Inter, 4 février 2019. URL : <https://bit.ly/2VWm7sX>



Nouvelles et annonces

- Adib Bencherif a publié l'article "Récits du conflit entre les Ifoghas et les Imghad. (Re-)positionnement, grammaire de la parenté et compétition entre élites politiques touarègues" dans le numéro thématique "Le politique, une histoire de famille ?" des Cahiers d'Études africaines. Il a aussi publié dans la Revue canadienne des études africaines "[Pour une \(re-\)lecture des rébellions touarègues au Mali : mémoires et représentations dans l'assemblage politique touareg](#)".
- Elisa Lopez Lucia a présenté le 13 mai le rapport FrancoPaix "[The European Union integrated and regionalised approach towards the Sahel](#)" à Chatham House au Royaume-Uni, lors d'un atelier intitulé "Sahelian Security in Flux".
- Christian Leuprecht a publié "[The Diffusion and Permeability of Political Violence in North and West Africa](#)" avec David B. Skilicorn et Olivier Walther dans la revue Terrorism and Political Violence.

Le Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix a pour mission de valoriser la recherche scientifique, la formation universitaire et le développement des études dans le domaine de la résolution des conflits et des missions de paix dans la francophonie.

**Chaire Raoul-Dandurand | UQAM
C.P. 8888, Succ. Centre-Ville
Montréal (Québec) Canada H3C 3P8
Tel. (514) 987-6781 | chaire.strat@uqam.ca
dandurand.uqam.ca**

Canada 